

Déclaration RENCONTRE « HORIZONS II, POUR LA GESTION COMMUNAUTAIRE DE L'EAU »

La Plateforme des Accords Publics-Communautaires des Amériques (PAPC) a décidé d'organiser la Rencontre Horizons de la gestion publique et communautaire de l'eau les 25, 26, 27 septembre 2023 dans la ville de Popayán, Cauca, Colombie, afin de partager des expériences, des connaissances et des vécus qui nous permettent de renouveler notre compréhension des nouvelles et anciennes stratégies de dépossession et de privatisation de l'eau et de s'y opposer, de s'organiser et de se battre contre ces pratiques.

Des personnes, des organisations et des mouvements des Amériques, d'Europe, d'Afrique et d'Asie se sont réunis pendant trois jours dans la capitale du département du Cauca, rendant hommage à ce territoire où convergent les luttes séculaires des peuples autochtones et des communautés noires et paysannes pour la défense de la terre, des cultures et de l'eau. Mais nous avons le regret de constater que certains de nos camarades d'Afrique et d'Asie n'ont pu être présents en raison de l'injustice et du racisme qui caractérisent la mobilité internationale à travers l'octroi arbitraire et inéquitable de visas et de permis de voyage. Nous déplorons les obstacles à l'entrée en Colombie de nos confrères du Sud, qui démontrent que la mobilité internationale est contrôlée par des forces racistes et coloniales qui limitent les possibilités de solidarité mutuelle entre les peuples anciennement colonisés. Nous insisterons pour faire tomber les barrières, rencontrer et renforcer les échanges entre les peuples du Sud.

Par notre présence dans le massif colombien, nous rendons également hommage au grand fleuve Cauca dans son bassin supérieur, à ses affluents, les fleuves Molino, Piedras, PISOJÉ, Palacé, sources actuelles d'approvisionnement en eau de la ville de Popayán. A la rivière Vinagre, qui prend sa source dans l'ancienne mine de soufre située sur les pentes du volcan Puracé, et aux rivières Negro, Ejido, Blanco, Hondo, Saté et Clarete qui font aussi partie de cette mosaïque hydro-sociale qui traverse la municipalité de Popayán d'est en ouest.

L'eau nous appelle, nous parle, nous rappelle de sa propre voix qu'elle est un être vivant. L'eau est en mouvement constant, elle est nuage, mer et neige, rivières et lacs, pluie, rosée et printemps. L'eau hydrate notre terre, la Pachamama, elle donne vie aux écosystèmes dont nous dépendons nous-mêmes, dont nous faisons partie, avec lesquels nous cohabitons et que nous devons défendre.

L'eau est la naissance de la vie et, pour certains, une bénédiction. Elle est une condition de base pour toute vie sur terre et doit être préservée et partagée au bénéfice de toutes les créatures et de la planète dans son ensemble. L'eau est une source de santé et de bien-être et exige une responsabilité de la part des êtres humains. L'eau est un élément présent dans chaque être vivant à la surface de la terre. L'eau nous unit.

Nous voulons construire une démocratie de l'eau. Seule une relation éthique, réciproque, transparente, communautaire, gratuite et désintéressée avec l'eau peut rendre possible la démocratie, la coexistence et la paix entre nous et l'eau.

En revanche, nous observons des processus qui nous poussent à nous connecter à l'eau par la violence, l'intérêt, l'appropriation et le mépris. Des processus qui veulent soumettre l'eau et la nature à la logique des marchés, dominés par la finance et ses actionnaires à la recherche de nouvelles opportunités de marché d'investissement et de profit privés. Ils utilisent la déréglementation de l'économie et le retrait de l'État et de son contrôle sur les entreprises, ils balayent tout ce qui est commun, tout ce qui est public et communautaire. Ils veulent contrôler et maîtriser l'eau.

La financiarisation et les nouvelles stratégies de dépossession de l'eau

Dans le contexte actuel, nous sommes confrontés à différentes manifestations de la privatisation et de la marchandisation de l'eau, telles que sa financiarisation. Les rapports des récents Rapporteurs

Spéciaux sur le Droit à l'Eau et à l'Assainissement ont attiré l'attention sur ces questions. Le mouvement de l'eau salue et soutient les rapports des rapporteurs.

Les entreprises, les organisations et les agences de coopération internationale adoptent un double discours dans leur approche de la gestion de l'eau. D'une part, elles parlent de droits, de conservation et de bonne gouvernance et, d'autre part, elles promeuvent des mécanismes de captation privée, de marchandisation et des modèles économiques exploitant l'eau et les écosystèmes. Parmi les propositions les plus inquiétantes, citons la mise de l'eau sur les marchés financiers et la conception de l'eau comme un actif sur lequel on peut spéculer sur sa disponibilité et sa valeur à l'avenir.

Menaces à la gestion publique de l'eau

La gestion publique et communautaire de l'eau et, en général, les conquêtes de l'État de droit social, fruit des luttes ouvrières et populaires au cours de ces quatre longues décennies de néolibéralisme, sont menacées par la domination du capital financier, par le capitalisme industriel et commercial, qui continue à progresser dans l'accaparement des terres riches en eau et en minerais et dans l'accumulation de données, de connaissance et d'argent. C'est une époque marquée par la crise environnementale et le changement imposé par l'utilisation débridée de ce que l'on appelle "l'intelligence Artificielle", qui modifie le monde du travail à pas de géant et conduit à plus d'accumulation et de dépossession, plus de pauvreté et d'exode, à la multiplication de travailleurs dont le capitalisme n'a pas besoin.

Une relation État-marché au service de l'accumulation et de la dépossession plutôt que du bien-être et de l'intégration sociale. Augmentation de la pauvreté, migrations forcées dues aux guerres et au changement climatique. La mainmise des entreprises et des mafias sur les États-providence va de pair avec une privatisation de la politique et menace la souveraineté publique en matière de gestion de l'eau. Des cadres juridiques qui favorisent les modèles de privatisation de gestion de l'eau et la financiarisation des biens communs. Les lois et réglementations conçues pour privatiser ont transformé les organismes publics en entreprises commerciales et industrielles régies par le droit privé. Les partenariats public-privé ont été encouragés. La corruption, le népotisme et le clientélisme politique sont des pratiques qui menacent la légitimité et la transparence de l'administration publique.

Le contrôle du monopole des médias, les algorithmes des réseaux sociaux, la privatisation des processus d'information et de communication colonisent la circulation des données, des connaissances et des informations sur la gestion de l'eau. Ils fragilisent et dénaturent l'institutionnalité publique de la gestion de l'eau, promeuvent l'individualisme et brisent les liens de solidarité au travail et au sein de la communauté. En outre, les agences publiques externalisent des éléments de la chaîne d'approvisionnement, précarisent et divisent les travailleurs, et brisent les liens communautaires dans les entités publiques de gestion de l'eau.

Ces processus de privatisation, de financiarisation et de discrédit de la gestion de l'eau et de l'assainissement vont de pair avec la négligence, l'abandon ou l'appropriation privée des sources dont nous dépendons tous pour notre survie. Les problèmes de contamination par les produits agrochimiques toxiques, les déchets industriels, l'élimination inadéquate des déchets, l'exploitation minière et ses déchets menacent l'intégrité de la gestion publique de l'eau, notre santé et se répercutent sur les problèmes communautaires créés par les intérêts privés.

Menaces à la gestion communautaire de l'eau

Un kaléidoscope de milliers d'organisations communautaires de types, de formes et de tailles très diverses assure l'accès matériel à l'eau de millions de femmes et d'hommes sur nos continents. Invisibles, elles garantissent pourtant l'accès à l'eau et à la vie d'un très grand nombre de communautés. Des lois et des règlements créent des obstacles à leur existence même, parce qu'ils cherchent à les privatiser et ignorent leurs racines, leur complexité et leur diversité en tant

qu'organisations de l'économie sociale et solidaire, en tant qu'organisations communautaires, en tant qu'organisations entre voisins qui garantissent l'accès et la distribution de l'eau à des familles.

Les multinationales minières, les monocultures et la contamination par les produits agrochimiques, la déforestation dans les zones de recharge de l'eau, l'expansion urbaine et les mégaprojets d'extraction menacent l'existence des associations, des comités de l'eau, des aqueducs communautaires et des coopératives qui assurent la gestion de l'eau au niveau de la communauté. En outre, le manque d'assistance technique et la stratégie d'expropriation de certains secteurs de nos États compromettent la capacité et la légitimité de nos organisations communautaires qui, en plus de fournir de l'eau aux membres de nos communautés, assurent une gestion environnementale qui protège, restaure, récupère et conserve les bassins hydrographiques, les marais, les aquifères et les sources.

De nouveaux projets mercantilistes, tels que les Fonds pour l'eau et certaines solutions faussement appelées "solutions basées sur la nature", cherchent à transformer les biens naturels en des ressources financières, menaçant ainsi les sources d'eau et la souveraineté en matière d'eau de nos communautés et de nos peuples.

Les Défenseurs de l'eau

La défense de l'eau met souvent en danger l'intégrité physique et psychologique et la vie même de nos camarades, de nos organisations et la pérennité de nos communautés sur leurs territoires. A son tour, l'action de défense de la gestion publique de l'eau menée par les organisations syndicales est risquée pour nos camarades salariés des entreprises publiques et privées. Elle met en lumière la situation en Colombie, pays où, selon le Bureau du Médiateur, plus de 1 000 défenseurs des droits de l'homme et leaders sociaux ont été assassinés depuis 2016.

Nous nous engageons à agir de manière solidaire pour prendre soin de nos consœurs et confrères, de nos organisations et de nos communautés. Nous agissons de manière responsable face aux risques et aux menaces en nous dotant des outils nécessaires. De même, nous appelons les sociétés civiles de tous les peuples à s'engager à prendre soin et à protéger la vie et l'intégrité physique de tous les défenseurs de l'eau, avec une attention particulière pour les femmes.

Nos alternatives et propositions

Nous voulons vivre dans nos territoires ruraux et dans nos quartiers et villes avec tranquillité, en paix, en travaillant et en étudiant, en recréant notre existence, en profitant de nos familles et de nos communautés, et cela n'est possible qu'en alliance avec l'eau. Notre liberté est liée à la liberté de l'eau, c'est pourquoi notre vie est sa défense, et notre gestion solidaire est la lutte contre sa privatisation et sa marchandisation.

Partenariats public-communautaires

Nous continuerons à promouvoir les accords entre les municipalités et entre les organisations publiques et communautaires comme alternatives à la privatisation et les accords entre la société civile et les gouvernements locaux avec des actions concrètes qui revendiquent et travaillent pour le droit humain à l'eau et le droit à l'autogestion de l'eau par les communautés.

La remunicipalisation

Nous soutenons les processus visant à remettre la gestion de l'eau entre les mains des pouvoirs publics. Nous nous engageons à échanger des expériences qui nous permettent d'inverser les processus de privatisation et de prévenir les menaces qui pèsent sur les organismes publics existants. Nous renforçons les actions visant à transformer les cadres juridiques qui protègent et défendent la privatisation de la gestion de l'eau. Nous soutenons et encourageons les initiatives législatives en faveur du droit humain à l'eau et de la gestion publique, communautaire et participative de l'eau.

Nous encourageons les observatoires citoyens qui garantissent la participation des citoyens et exigent la transparence dans la gestion, l'investigation des actions des sociétés transnationales à l'étranger et la dénonciation des violations des droits de l'homme et de l'environnement.

Les expériences de remunicipalisation et de récupération d'entreprises ont montré que la gestion privée est plus coûteuse que la gestion publique, l'une étant axée sur le profit et les revenus, l'autre sur la garantie de l'accès et de l'approvisionnement en eau dans des conditions démocratiques de justice, d'équité et d'égalité.

Communautés bleues

Nous allons promouvoir les Communautés bleues, les Écoles bleues et les Universités bleues en tant qu'institutions et mouvements qui s'engagent à respecter des valeurs, des principes et des pratiques qui reconnaissent et défendent l'eau comme un bien commun et un droit de l'homme fondamental. Pour nous, c'est l'occasion de construire un nouveau récit et de rendre visibles les alternatives communautaires à la privatisation qui vont au-delà de l'État public.

Le certificat "Communauté bleue" confère une légitimité et une reconnaissance internationale aux pratiques développées collectivement dans nos communautés et organisations. C'est une distinction qui relie les communautés aux organisations sociales et aux institutions publiques d'autres pays qui ont pris des engagements similaires.

Le Forum des Peuples pour l'Eau : coordination internationale

Depuis 2003, les FAMAs (FAMA en espagnol) ont contribué à renforcer l'articulation de la société civile et des mouvements pour l'eau. Nous avons organisé le FAMA de Mexico en 2006, le FAMA d'Istanbul en 2009, le FAMA de Marseille en 2012, le FAMA de Brasilia en 2018 et le FAMA de Dakar en 2022. Année après année, FAMA après FAMA, nous avons réalisé que le Forum Alternatif Mondial de l'Eau n'est plus un espace alternatif, mais le Forum dont nos peuples, nos communautés, nos sociétés et nos gouvernements ont besoin. La nature démocratique et la compréhension de l'eau en tant que droit de l'homme et bien commun vital permettent une plus grande représentativité qui nous définit comme Forum des peuples pour l'eau.

Perspective féministe, antiraciste et intersectionnelle sur les mouvements pour l'eau

Les politiques néolibérales de l'eau font partie d'un système raciste, colonial et patriarcal.

Nous reconnaissons et intégrons dans nos propres valeurs les transformations vécues par l'humanité initiées par le mouvement social des femmes et le féminisme dans la vie privée et la sphère publique, dans le travail, le langage et la politique. Nous défendons ces acquis, les approfondissons et luttons pour la justice, l'égalité et l'équité entre les sexes dans nos communautés, organisations et mouvements.

Nous rejetons le racisme et toutes les formes de discrimination à l'encontre de la diversité sexuelle. Nous adoptons une perspective et une approche intersectionnelles dans la vie de nos organisations et de nos réseaux.

Dans notre lutte contre la dépossession de l'eau, nous nous engageons à ne pas reproduire sa violence dans nos structures et pratiques organisationnelles, et à garantir l'égalité et l'équité dans toutes les sphères de la vie, les organisations et les processus de lutte pour la défense de l'eau, de la vie et des territoires.

Organisation pour Bali, Indonésie

Nous nous engageons à participer activement aux préparatifs et à la mobilisation en vue de Bali, où se tiendra le prochain Forum Mondial de l'Eau. Nous nous organisons avec nos camarades indonésiens et en solidarité avec eux.

Vers le Salvador

20 ans après la création du Réseau interaméricain pour la défense et le droit à l'eau (REDVIDA), alors que les dirigeants et les représentants des organisations sociales se réunissent à San Salvador, nous sommes solidaires du peuple salvadorien qui subit l'arbitraire d'une dictature répressive, au mépris des Droits de l'Homme. Nous sommes témoins de la persécution politique, des arrestations arbitraires de défenseurs des droits de l'homme et d'activistes politiques, sociaux et communautaires, qui ont encouragé la migration et l'exil. Nous sommes solidaires et soutenons les luttes justes pour la défense de la vie avec tous les droits pour tous les peuples. Nous enverrons une mission de solidarité et nous organiserons la VIIe assemblée de REDVIDA dans ce pays en 2024.

Heureux, limpides et en mouvement comme l'eau.

Popayán, 27 de septiembre de 2023

Réseaux

Plataforma de Acuerdos Público Comunitarios de las Américas, PAPC

Red Africana de Justicia por el Agua, AWJN

Red Vigilancia Interamericana de Defensa y Derecho al Agua, REDVIDA

Red Nacional de Acueductos Comunitarios de Colombia, Colombie

Red Nacional de Juntas de Agua de El Salvador, Salvador

Consortio de Juntas de Agua de Sucumbíos, Napo y Orellana, Equateur

European Water Movement, EWM

Foro Italiano de los Movimientos por el Agua, Italie

People's Water Forum, PWF

Ecumenical Water Network, EWN

Ecumenical Water Network, Brésil

Organisations internationales

Blue Planet Project

Transnational Institute, TNI, Pays-Bas

Transnational Institute, TNI

Organisations

African Water Commons Collective, Afrique du Sud

Fundación Abril, Bolivie

Sindicato Agrario Villa Flor de Pucara, Bolivie

Federação Nacional dos Urbanitários, FNU, Brésil

Observatório Nacional dos Direitos à Água e ao Saneamento, ONDAS, Brésil

ENDA, Colombia

Sindicato de Trabajadores de ACUAVALLE, SINTRACUAVALLE, Colombie

Corporación Ecológica y Cultural Penca de Sábila, Colombie

Asociación Comunitaria Unida por el Agua y Agricultura, ACUA, Salvador

Ingeniería Sin Fronteras, ISF, Espagne

Centro de Voluntariado Internacional, CeVI, Italie

emp'ACT, Suisse